

**Zeitschrift:** Geographica Helvetica : schweizerische Zeitschrift für Geographie = Swiss journal of geography = revue suisse de géographie = rivista svizzera di geografia

**Herausgeber:** Verband Geographie Schweiz ; Geographisch-Ethnographische Gesellschaft Zürich

**Band:** 66 (2011)

**Heft:** 2

**Buchbesprechung:** Buchbesprechungen = Book reviews = Comptes rendus

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 14.12.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Buchbesprechungen / Book reviews / Comptes rendus

### «De la machine à la sensibilité»: l'architecture et l'urbanisme dans l'œuvre critique et salulaire de Thierry Paquot

PAQUOT, T. (2008): La folie des hauteurs. Pourquoi s'obstiner à construire des tours? – Bourin, Paris: 1-221. ISBN 978-2-84941-098-1.

PAQUOT, T. (2009): L'espace public. – La Découverte, Paris: 1-125. ISBN 978-2-7071-5489-7.

PAQUOT, T. (2010): L'urbanisme c'est notre affaire! – L'Atalante, Nantes: 1-174. ISBN 978-2-84172-504-5.

L'œuvre du philosophe de l'urbain THIERRY PAQUOT, professeur des universités et éditeur de la revue *Urbanisme*, est aussi riche que foisonnante. Plus d'une vingtaine d'ouvrages sous sa signature et une vingtaine d'autres sous sa direction. Rien de ce qui touche aux origines, devenir et représentations de l'urbain, dans ses rapports au politique, à l'économique, au social, au référentiel religieux, éthique ou utopique, à la communication, aux arts et singulièrement au cinéma, ne semble lui être resté étranger. Aucun de ces domaines n'échappe à son analyse clinique, ancrée dans une grande facilité d'écriture aussi limpide que riche et colorée, avec, dira-t-on, les risques que comporte une telle facilité d'appréhender, sur plusieurs générations, l'œuvre de tant d'auteurs directement concernés et mobilisés. Les ouvrages de l'auteur, dans leur majorité, et parce que dépouillés de tout gras inutile, se lisent d'une traite. Malgré d'inévitables redites, souvent revendiquées d'ailleurs, comme pour enfoncer un clou précieux dans la sensibilité des lecteurs, ils contribuent progressivement à forger une opinion quant à ce qui tisse et trame, dans la durée comme au quotidien, notre devenir d'*homo urbanus*, pour reprendre le titre d'un ouvrage clé paru en 1992.

Trois de ses derniers ouvrages retiennent ici l'attention du soussigné, enseignant-chercheur honoraire actuellement engagé dans un travail de participation au pilotage de la «géogouvernance» de la ville de Lausanne. Pour la raison que ses choix propositionnels en matière de politique urbaine ont été directement influencés par leur lecture.

I. «La folie des hauteurs. Pourquoi s'obstiner à construire des tours?» (2008) atteint les lecteurs suisses à l'heure où leur pays semble, après tant d'années d'explicite retenue en la matière, devoir fêter leur première vraie grande «tour». La ville de Lausanne prend également acte, entre le «vert et bleu» chantés

par JEAN-LUC GODARD de l'érection pourtant relativement modeste en terme de hauteur, de la future tour Taoua appelée à ponctuer et à marquer l'aire du Centre de congrès, d'exposition et de spectacles de Beaulieu en cours de rénovation. Cette tour s'édifiera 80 ans exactement après la Tour Bel-Air, première réalisation helvétique utilisant une charpente métallique soudée, dont l'érection provoqua des polémiques acharnées et donna à Lausanne le label, sous la plume du grand RAMUZ, de «ville ayant mal tourné». A 86 mètres, cette tour culminera même seize mètres plus haut que la Tour Bel-Air, cinq de plus que la tour lanterne de la cathédrale!

Cette tour est cependant peu élevée par rapport à la Prime Tower qui marque désormais le paysage de Zurich: 126 mètres qui en font, durant quelque temps du moins, la plus haute tour de Suisse, au cœur d'un ancien quartier industriel devenu un centre d'affaires branché et qui doit encore s'enrichir d'une bonne dizaine de gratte-ciels. Il s'agit là d'un signe de reprise vigoureuse, mais sans doute aussi d'une forme de revendication du statut de métropole de la part de la ville de ZWINGLI. On peut également remarquer que cette construction s'explique par l'exiguïté des surfaces encore disponibles dans la ville et le besoin d'en tirer le maximum de capacités alors que pour les propriétaires des parcelles, c'est le moyen d'en obtenir le meilleur rendement. Style de vie aussi, ajoute-t-on à bon escient également: pour de nombreux célibataires, qui représentent la moitié des résidents zurichois, rien ne serait plus chic que d'habiter une tour au cœur d'un environnement urbain.

Ces constructions marquent, un demi-siècle après, les retrouvailles avec le géographe JEAN GOTTMANN, qui expliquait l'émergence et la diffusion des gratte-ciels et de l'engouement qu'ils ont pu susciter, par une révolution intellectuelle et sociale: la transformation d'une grande partie de la main-d'œuvre ouvrière en «cols blancs», l'importance croissante des entreprises de services, et l'ascenseur comme le plus efficace des agents de mobilité convergente intra-urbaine. Les gratte-ciels accueillent ainsi les centres décisionnels des grands groupes économiques au centre des villes et permettent de densifier l'espace en des lieux particulièrement recherchés car bien situés. Les *skylines* qu'ils forment au cœur des villes seraient donc l'expression du besoin de concentration d'une civilisation concurrentielle et de la nécessité de maximiser les contacts.

THIERRY PAQUOT est, lui, d'un avis tout à fait opposé, qui n'hésite pas dans son ouvrage, après avoir dressé, en introduction, un saisissant tableau de leur «succès planétaire» (pp. 7-28), à qualifier le gratte-ciel de «prison transparente» qui fait disparaître l'âme des villes et d'invention du XIX<sup>ème</sup> siècle exprimant l'ave-



nir (...) d'un siècle passé (pp. 29-88). THIERRY PAQUOT qualifie le gratte-ciel d'«obsolète» alors que l'on s'efforce à tort, dans un combat d'arrière-garde selon lui, de le présenter comme un symbole du XXI<sup>ème</sup> siècle et ce d'autant plus à l'heure où l'on prône la densification des villes au nom de la lutte contre l'étalement urbain lequel, analyse peut-être un peu rapidement l'auteur, va paradoxalement de pair avec la tour. Cette remarque prend un poids particulier que l'histoire a de fait et jusqu'ici tout de même confirmé, sans que l'on puisse en tirer une relation singulièrement causale, détachée de bien d'autres facteurs également. L'auteur reconnaît sur ce point qu'il subsiste manifestement dans les entreprises cette idée qu'un siège social doit être symbolique, témoigner de sa puissance, même si de fait cela ne correspond plus à rien à l'heure où s'impose la logique des réseaux, très éclatés au niveau spatial.

L'auteur se dit pourtant sensible au plaisir de se promener dans New York ou Chicago. Après avoir rapidement présenté l'ampleur de l'engouement actuel pour les tours, il remarque qu'il s'observe surtout dans les pays non occidentaux, comme les Emirats arabes unis ou la Chine, peut-être revanche inconsciente et non théorisée de la part de pays autrefois considérés comme sous-développés et devenus riches. Par la suite l'auteur saisit l'occasion d'une analyse fine de la situation parisienne («Des tours à Paris?» pp. 89-134), puis d'une réflexion critique en «Défense de l'architecture et de l'urbanisme» (pp. 135-170), pour dénoncer les faiblesses des tours, y compris en regard des impératifs à la mode de la densification des villes et des exigences de la durabilité écologique et d'une durabilité sociale qui supposent ce que la tour interdit de fait, le contact, la rencontre, l'échange. THIERRY PAQUOT montre avec autant de force que de talent que dans le vécu existentiel de l'*homo urbanus* et à l'heure où s'impose partout la logique des réseaux, la notion d'intensité urbaine est plus importante aujourd'hui, que la densité. Il propose alors en lieu et place de ces «objets totalitaires» qui «gomment le reste», de ces morceaux de «non-ville dans la vraie ville», une alternative «Pour une ville habitable» (pp. 171-190), appropriée aux besoins actuels.

L'auteur en appelle aux quartiers compacts, aux habitats groupés, à des formes «qui rassemblent» au lieu de séparer, tels que les proposent aujourd'hui les éco-quartiers, inventant, dans la perspective de «ménager» et de prendre soin plutôt que d'«aménager», de nouvelles maisons écologiques et économiques en espace, définissant les contours d'un «urbanisme de l'accueil». L'inventivité des architectes devrait donc être mobilisée pour trouver des solutions en ce sens. Encore faut-il que cet ensemble d'enjeux soit explicitement mobilisé et se retrouver au niveau de la formation des architectes et des urbanistes. Il reste que le soussigné ne peut que se

féliciter du combat de salut public que mène l'éditeur de la revue Urbanisme en faveur d'un «urbanisme sensoriel», sensible à tout ce qui tisse et trame la quotidienneté, «le soin à rappeler en permanence à l'humain qu'il est un être vivant malgré l'artificialité bénéfique de la ville» (p. 29), de «la ville comme productrice et protectrice de l'altérité» (p. 28).

Il reste à savoir *in fine* si, tout en pouvant largement s'identifier à l'argumentaire de l'auteur, on n'est pas en droit de s'interroger sur une critique clinique de portée peut-être trop générale et accepter que certains lieux au sein de l'espace urbain – pour marquer une entrée de ville ou l'importance de certains centres secondaires – permettent, voire sollicitent justement leur l'édification de tours, tant sur le plan fonctionnel que symbolique. «Certes la tour peut faire signal» reconnaît l'auteur, tout en stigmatisant sa rigidité (p. 145), ce dont justement le soussigné convenait dans le cas de la Tour Taoua à construire de celle des limites externes du futur éco-quartier des Plaines du Loup, toujours à Lausanne, proposée par l'équipe «TRIBU architecture», lauréate du concours d'urbanisme.

II. On retrouvera dans les deux autres ouvrages mentionnés de THIERRY PAQUOT les mêmes qualités d'écriture, de rythme et de vivacité, de culture, de souci de l'intérêt humain et des exigences et bénéfices du rapport à autrui, de bon sens et d'humour. Comme dans son premier ouvrage, ces «promenades bibliographiques» sont astucieusement commentées, si remarquablement riches et pertinentes. Elles complètent pratiquement et si heureusement, tous les ouvrages de l'auteur et en font des outils que personnellement le soussigné trouve indispensables.

On retrouvera également dans «L'espace public» (2009), l'essence des préoccupations de THIERRY PAQUOT, en les élargissant dès sa très savante introduction (pp. 4-9) et grâce au jeu bienvenu entre le singulier et le pluriel («les espaces publics»), à l'ensemble de ce qui fonde notre rapport à l'extériorité tant sociale qu'environnementale. L'auteur y développe son goût des définitions claires et bien construites, des notions utilisées comme condition de l'organisation explicite d'un argumentaire, puisant aussi bien dans l'étymologie et les référentiels des dictionnaires que dans celui des œuvres des meilleurs spécialistes et praticiens qui ont contribué à en fixer progressivement le sens et l'usage. L'enjeu ici est de montrer qu'aussi bien l'espace public, au singulier, non géographique mais communicationnel, («la sphère du débat politique, la publicité des opinions privées qui participent à la vie commune en devenant publiques») que les espaces publics, au pluriel, en majorité physiques et localisés, délimités géographiquement, «lieux urbains», relevant également de la communication. Ils conditionnent ce



qui fait la richesse et la qualité de notre quotidien, pour autant que nous soyons encore capables de nous les approprier. Et que tant les uns que les autres sont menacés si l'on n'y prend pas suffisamment et urgentement garde. Avec intelligence. En reconnaissant qu'ils sont désormais indissociables.

C'est ce que THIERRY PAQUOT démontre avec talent, grâce à ce qu'il qualifie lui-même de «géo-anthropologie du domaine privé et du domaine public» («Privé», «Public»: des mots à parentés variables; ch. 3, pp. 47-68), puisant aux racines et significations anciennes, romaines et médiévales avant d'être modernes, des rapports entre vie privée et vie publique, élargies aux particularités arabes et japonaises. Deux chapitres permettent de lier les deux pôles de son analyse: «l'espace public» d'une part (ch.1, pp. 11-28) et «les espaces publics» d'autre part (ch. 4, pp. 69-92). L'essentiel pour l'auteur – c'est ainsi que déjà on retrouve les préoccupations du livre précédent, et celles de celui qui suivra – est d'alerter le lecteur sur les dangers que font peser sur l'espace public et les espaces publics la transformation des usages qui les «uniformisent». Heureusement, les résistances se manifestent, associant aux espaces publics, ce que l'auteur appelle «l'esprit de la ville» et, selon le mot d'HANNAH ARENDT, l'invention d'un «en-commun». Ceci favorise l'essentiel de ce qui fait le bréviaire urbanistique de l'auteur, en appelant pour chaque individu à une «écologie existentielle». Cette écologie est une condition de cet urbanisme capable de produire la qualité des espaces publics, un «urbanisme existentiel» associé à une participation réelle des habitants. Elle est susceptible d'exprimer l'aménité et l'urbanité dignes d'une civilisation urbaine et contribuant à pacifier les interactions entre urbains. Sous la plume de THIERRY PAQUOT, il ne s'agit pas que de vœux pieux et attendus. On s'attendrait presque à ce qu'il rejoigne le grand DAVID HARVEY citant DON MITCHELL (2003) qui, lors de sa contribution à la définition de l'espace comme «mot-clé», affirmait qu'«en revendiquant l'espace public, en créant des espaces publics, les groupes sociaux deviennent eux-mêmes publics». En d'autres termes, commente DAVID HARVEY (2010: 81), que «les droits ne signifient rien sans la possibilité de les concrétiser dans l'espace et le temps absolus».

De fait le lecteur découvre au fil de ces pages rapides, mais à l'argumentaire serré, que celui-ci s'appuie sur l'ensemble de ce que les sciences humaines ont su produire dans ce dernier siècle. L'auteur voyage alors dans le monde actuel, entre l'époque romaine et la plus actuelle, d'un nord à l'autre, de l'Atlantique au Pacifique. En quelques 125 pages, dont 12 consacrées à la bibliographie, cela constitue un véritable tour de force! Les repères bibliographiques offerts par cet auteur encyclopédique y sont toujours commentés et logiquement organisés en fonction des dimensions

du problème telles que définies dans l'argumentaire. Ils sont enrichis, au fil de chacun des chapitres, d'un encadré introduisant, en contre-point de son discours, un exemple-type de l'œuvre des auteurs clés de l'évolution/évaluation de notre pensée, d'ISAAC JOSEPH en introduction, à JANE JACOB dans le dernier chapitre, en passant par HABERMAS bien sûr, ARENDT, SENNETT, HALL, et finalement, l'auteur lui-même, nous disant en quelques lignes bienvenues «comment ménager un lieu urbain». Cet apport est tellement précieux que le soussigné a cru devoir recommander cette lecture active aux maires et syndics de sa connaissance invités quant à eux à «ménager» leur commune.

III. Dans «L'urbanisme c'est notre affaire!» THIERRY PAQUOT (2010) développe une réflexion portant sur la définition et la pratique de l'urbanisme qui puissent contribuer à

«promouvoir une meilleure concertation entre urbanistes et les citoyens, ce qui exige avant tout un langage commun, ou du moins une réciprocité dans l'écoute et une générosité dans l'échange» (p. 9).

Il atteint cet objectif en cherchant à éviter les discours professionnels propres à l'architecte et à l'urbaniste, le jargon professionnel érigé en jargon sanitaire n'ayant aucun compte à rendre aux habitants. L'auteur relève au passage cette évidence qu'en parlant de développement urbain durable par exemple, il faille «tout de même considérer que c'est le «durable» qu'il faut développer et non ce type de développement qu'il faut faire «durer» (p. 10). Il en arrive alors à cette jolie définition voulant que l'urbanisme corresponde à

«la manière démocratique d'agencer les activités des citoyens dans le temps et dans l'espace, l'art des relations, des transitions, des combinaisons» (p. 11).

Puisqu'il s'agit de «ménager» plutôt que de se borner à gérer, cette démarche s'apparente à «questionner le devenir urbain, de l'être et du monde» (p. 12), un véritable «art de vivre» (p. 11). Si en effet l'urbanisme est un problème, et non une solution, le lecteur est directement mobilisé par l'auteur qui, tout au long d'une série de quatre chapitres non numérotés d'ailleurs, l'invite à réfléchir et à s'engager avec lui autour de l'appel pressent du titre: «L'avenir est votre affaire!». Ce dernier rappelle d'ailleurs celui de l'architecte anglais JOHN TURNER qui affirmait que «Le logement est votre affaire», tout en en développant largement l'argumentaire.

Traitant d'abord «de la ville et de l'urbain» (pp. 19-52), PAQUOT ne se contente pas d'offrir des définitions mais se livre encore une fois à un exercice de géo-anthropologie culturelle sur la ville, philosophiquement et historiquement éclairé, dans lequel on retrouve aussi bien HEIDEGGER, SIMMEL, ELIADE, BRAUDEL et LEFEBVRE, que FRANÇOISE CHOAY ou le romancier JEAN ECHENOZ. Après cette partie, il en vient enfin



aux deux grandes propositions qui lui ont valu de faire partie des six personnalités françaises invitées à Shanghai pour l'Exposition universelle de 2010, et qui correspondent à l'essentiel de ce qu'une géographie réellement active aujourd'hui devrait mettre en acte, dans ses enseignements comme dans ses éventuels engagements pratiques: les idées-forces d'urbanisme «chronotopique» d'une part (p. 55-78) et «sensoriel» d'autre part (pp.79-104). Il n'est pas question ici de déflorer une pensée simultanément ancrée dans la maîtrise et la sensibilité d'une culture philosophique, historique et littéraire et dans une connaissance très précise des bonnes pratiques développées ici ou là. PAQUOT évoque par exemple l'excellent travail conduit sur le temps des villes au Politecnico de Milan et sur la manière dont le quotidien urbain est rythmé. Réfléchissant à la manière dont, entre *khronos* (ce temps que nous connaissons et qui nous dévore) et *kairos* (le temps opportun), toutes les cultures sont dorénavant affectées par un temps mondialisé, l'auteur nous incite ainsi à penser une «écologie temporelle» (p. 61).

Ce cheminement l'auteur à envisager successivement, la nécessité d'une «chronobiologie du projet urbain» (p. 62) la nécessité correspondante d'un «urbanisme recyclable» (p. 63) et l'appui indispensable de «bureaux du temps», conditions d'une véritable «politique temporelle». Terminant son chapitre, il décrit l'univers spatio-temporel qui remet largement en question nos représentations du territoire et de la territorialité, de son habitabilité et de sa «géographie existentielle» (p. 72). Cette dernière conduit justement l'auteur à envisager d'autre part les conditions de possibilité d'un véritable «urbanisme sensoriel» (pp. 79-104), contrepoison à l'idéologie fonctionnaliste qu'il juge partiellement responsable de la déshumanisation des villes et des bâtiments. Il réintroduit les notions de charme, de couleur locale, de ville ou d'urbain natal.

Un goût de naphthaline? L'auteur en a été accusé mais s'en défend fort bien. Loin de penser que l'avenir des villes se lit dans leur passé, il propose plutôt «la confrontation tendue de leurs présents et de leurs lendemains» (p. 83). Il explique ainsi les soubassements de sa pensée, quitte à évoquer VITRUVÉ, le corps et la nature, ARISTOTE et la connaissance des sens, d'excellents précédents architecturaux tout de même récusant l'idolâtrie de la machine et finalement, s'intéressant aux ambiances, tant architecturales qu'urbaines et au couple objectivité/subjectivité qui préside à leur compréhension et renvoyant à la polysensorialité de chaque individu, à l'ensemble de ses sens et à son resenti *in situ*. En bref le plein des sens! Il est alors délicat alors d'offrir des exemples. Singulièrement pour qui se promène à la Défense à Paris. Ces exemples existent toutefois, comme en témoigne l'œuvre d'architectes inspirés comme celle de MAXIME SAUZET,

«sitologue averti» et sensible à la relation comme principe fondateur, ou encore celle d'un GILLES CLÉMENT, dans un autre registre, mais qu'il convient de considérer désormais comme corrélatif, celui des jardins et de la nature en ville, autour d'une «architecture de l'accueil», «l'attente d'une présence», «relation en suspension», «mobilisation des espérances», telle qu'il l'avait déjà définie comme contrastant celle des tours qu'il condamnait et qu'il définit plus avant dans ce dernier ouvrage.

L'auteur conclut dès lors tout naturellement son ouvrage sur un appel à un «urbanisme participatif» d'une part (pp. 105-118) et à son prolongement d'autre part en termes d'«urbanisme populaire». On apprend de ce dernier, par un heureux détour à une expérience pionnière nord-américaine, qu'il ne va pas de soi et que sans être un leurre, il pose une difficulté qui aurait sans doute mérité d'autres développements en regard des propositions précédentes. On retiendra à ce propos, dans ce qui est peut-être la clé de voûte de l'ouvrage, l'utilité d'associer l'urbanisme au concept de «bien commun» (pp. 119-134), définissant le lien indispensable entre urbanisme et éthique, l'éthos, tout à la fois séjour et manière d'être, étant nécessairement relié au «principe de responsabilité». A partir de là, l'auteur énonce une série de courtes propositions méthodologiques définissant un «urbanisme volontaire» (et non pas volontariste). Celui-ci est considéré comme un bien commun et rompt avec l'urbanisme de marché et comme une invitation à considérer les réalisations actuelles (p. 129) en termes de *smart growth*, de *slow cities*, de *transition town*, ou de *new urbanism*. C'est l'occasion, pour l'auteur, d'une véritable mutation urbaine qu'il nous invite à oser pour en faire «notre affaire».

En revenant au cas lausannois, le soussigné peut témoigner, pour avoir pu contribuer à leur sélection, que ce sont de telles idées qui ont été mobilisées et reconnues dans le projet urbain gagnant le concours du projet urbain de l'éco-quartier qui sera édifié sur les Plaines du Loup à Lausanne dans le cadre du projet Métamorphose, qui anime et transforme radicalement la structuration de l'espace de la capitale vaudoise.

Voir aussi:

MITCHELL, D. (2003): The right to the city: social justice and the fight for public space. – New York: Guilford Press.

HARVEY, D. (2010): Géographie et capital. Vers un matérialisme historico-géographique. – Paris: Editions Syllepse.

PAQUOT, T. (1992): Homo urbanus. Essai sur l'urbanisation du monde et des mœurs. – Paris: Editions du Félin.

Jean-Bernard Racine, Université de Lausanne



PAULET, J.-P. (2009): Manuel de géographie urbaine. – 3<sup>e</sup> édition (entièrement révisée), Armand Colin, Paris: 1-348. ISBN 978-2-2003-5570-8; ill., cartes; € 32.11.

Cette troisième édition de la «Géographie urbaine», publiée une première fois en 2000 et à peine renouvelée cinq ans plus tard, se présente cette fois assortie d'un terme explicite: celui de «Manuel».

De manière générale, à travers un travail sur les titres et intertitres des parties, chapitres et paragraphes, l'appel à la réflexion problématique, interprétative et critique se fait en effet plus évident. La première partie de l'édition originale s'intitulait «La ville: théorie et réalités». Avec un contenu pratiquement identique, celle de la deuxième édition s'intitule déjà «Comprendre la dynamique urbaine», tandis que la plus récente devient «Une dynamique urbaine de plus en plus complexe». La plupart du temps, les contenus sont les mêmes, encore que les intertitres soient parfois plus appropriés à la manière de penser d'aujourd'hui, un «survolage urbain» devenant «l'ère des structures en mouvement», l'ancienne seconde partie initialement intitulée «La ville mondiale» devenant «L'urbanisation: le révélateur du niveau de développement» par exemple (pp. 71-121). On notera que la quatrième partie intitulée «La ville: espace vécu» (pp. 203-267) conserve le même titre, l'intertitre «La ville à travers un filtre» devenant «Une certaine façon de voir» (p. 206), une manière de mieux expliciter une démarche, le contenu du chapitre restant exactement le même. Il en va de même pour l'excellent chapitre 11, d'abord intitulé «La ville source d'anxiété?», qui devient «Des risques réels et des préjugés» (p. 244).

Quant à la partie finale, consacrée à une série fort bienvenue d'interrogations sur l'idée de durabilité urbaine (pp. 269-334), elle reprend les mêmes interrogations, également pertinentes, quitte encore une fois à changer un titre de chapitre pour lui donner plus d'efficacité. On passe ainsi, au chapitre 13, du titre «De l'urbaniste à l'architecte» à un énoncé d'ordre plus problématique: «Du laissez faire à l'aménagement des territoires» (pp. 289-306). Le manuel se termine à nouveau par le remplacement d'une assertion thématique («Les trois P du développement durable») par un questionnement plus ciblé: «Le développement urbain durable: des obstacles insurmontables?» (pp. 307-334). Ce chapitre final envisage alors ce que pourrait être la ville de demain, sans que les cinq années passées aient conduit l'auteur à transformer son texte, sinon pour insérer le fait que le troisième Forum urbain mondial de Vancouver «a souligné les mérites de l'écodensité». L'auteur y note à ce propos que

«la notion d'économie d'espace fait peur: c'est pourtant le seul moyen de consommer moins de ressources et de réduire la pression sur les espaces ruraux périurbains.

Autrement dit, il faudrait réduire la consommation d'énergie, d'espaces, de ressources naturelles» (p. 335).

A l'heure où se multiplient un peu partout les initiatives visant de nouvelles formes de développement urbain, écologiquement et socialement durable, marquées par exemple par une orientation systématique sur le transit collectif combiné à la mobilité douce, par une densification et par une multiplication des éco-quartiers et de la nature en ville, cette recommandation est vraiment de saison. Dommage que l'auteur s'arrête là. Une référence au Nouvel urbanisme ou un appel plus explicite à des formes urbaines développant la durabilité, la sensibilité et l'accueil, en suivant PAQUOT, aurait été le bienvenu.

Il n'en reste pas moins que ce manuel est tout de même d'une grande richesse conceptuelle, entraînant successivement le lecteur à visiter l'ensemble des champs possibles d'une éventuelle «urbanologie». Il est cependant probable que, contrairement aux étudiants qui liront cet ouvrage avec bonheur, les enseignants-chercheurs diront qu'il ne leur apprend pratiquement rien qu'ils ne devraient déjà savoir, malgré la limpidité du texte et la qualité des exemples proposés, accompagnés d'illustrations simples, claires et pertinentes. En revanche, il leur fait revivre, en proposant de le mettre en ordre logique et facilement transmissible, avec un vrai talent, tout ce que qu'ils savent. Certains chapitres comportent en outre d'heureuses incises d'ordre méthodologique ou technique, comme en ce qui concerne les questionnaires et l'analyse de contenu par exemple. Exception faite du débat sur le quantitatif et le qualitatif, pratiquement tous les grands thèmes conceptuels et empiriques ayant nourri l'évolution de la géographie urbaine depuis les années 1960 ont été évoqués, sinon discutés en termes contradictoires. Comme si tout au long, l'auteur avait choisi «la» bonne position, la bonne «posture». Et c'est bien le rôle de ce que l'auteur a pris soin, cette fois, de qualifier de «Manuel». On regrettera cependant que les problèmes d'ordre philosophique, idéologique et épistémologique aient été évacués, parfois explicitement, comme en ce qui concerne l'approche marxiste de BUNGE et HARVEY, qui ne bénéficient que de quelques lignes (p. 126).

Professeur émérite des universités à Nice Sophia-Antipolis, spécialiste de l'étalement urbain, des littoraux et de l'artificialisation des milieux, JEAN-PIERRE PAULET est membre du directoire du Centre régional d'information Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il semble s'être donné une vocation parallèle, celle de pédagogue de l'évolution de la pensée en géographie urbaine, dont les travaux cités demeurent essentiellement francophones, ce qui créera chez le lecteur un sentiment aigu et fort irritant de frustration. Moins



d'une dizaine de références anglophones sont proposées dans la bibliographie, certes absolument incontournables, comme HÄGERSTRAND, HAGGETT, BERRY, HOYT, GOULD, WHITE, LYNCH, SASSEN et WHITELEGG, ces derniers ayant bénéficié d'une traduction. Les références mobilisées par l'auteur sont très ou relativement anciennes d'ailleurs, ignorant superbement un quart de siècle de travaux que d'autres jugeraient comme essentiels (BOURNE, DEAR, HARVEY, LEY, SCOTT, SOJA et tant d'autres). Faut-il penser que l'auteur se disait, en pédagogue justement, que les lecteurs francophones ne les liraient pas, et que de toute manière leurs travaux ont sans doute été évoqués par les auteurs francophones cités? Il est vrai que certains d'entre eux sont férus de géographie anglo-saxonne ou scandinave – tels BAILLY ou CLAVAL, largement utilisé et mentionné mais non renvoyé en bibliographie – mais comment expliquer que PUMAIN ne soit mentionnée que pour un simple article co-signé avec GODARD? Certes, quelques notations bien choisies dans les introductions successives aux différentes parties montrent, d'une édition à l'autre, que l'auteur les a lu avec attention – mais s'agissant chaque fois de travaux publiés bien avant la parution de la première édition en 2000.

Il reste qu'aucun des spécialistes qui comptent aujourd'hui dans la littérature internationale, y compris française, n'est réellement cité depuis la parution de la première édition. D'une manière incroyable, le très bon chapitre consacré à la hiérarchie et aux dynamiques urbaines ne donne aucune place à PUMAIN ou à SAINT-JULIEN. SANDERS est mentionnée, avec simplement son nom entre parenthèses. Et ainsi de suite. On comprend mal qu'on soit renvoyé à des auteurs sans que l'on puisse savoir – à de rares exceptions près – où et dans quel contexte ils ont pu écrire les œuvres concernées. S'agit-il d'un choix pédagogique ou d'un choix éditorial? On sent tout au long de l'ouvrage le cours bien préparé pour les étudiants, comme en ce qui concerne la théorie des lieux centraux. Heureusement et très exceptionnellement, certains auteurs ont droit à une référence complète dans le texte, comme BRUNET ou VELTZ, ce dernier étant évoqué à propos de ses «effets tunnels» (p. 65) et en bibliographie générale, contrairement à la majorité des autres. Quel dommage!

Précisons cependant qu'au fil de la lecture, on découvre que bien évidemment de très nombreux auteurs, de toutes nationalités, sont mobilisés et cités dans le texte, à fort bon escient d'ailleurs, dans un ouvrage remarquablement riche et limpide, apparemment construit avec un rare talent pédagogique à partir de lectures déjà synthétiques, mais non référencées. Qu'il s'agisse des grands anciens comme SIMMEL, GEDDES, GOTTMANN, CHABOT et GEORGE, ou des chercheurs les plus pointus des universités nord-américaines comme BURTON ou POLÈSE. L'auteur mentionne aussi, parmi

tant d'autres anciens ou récents, deux chercheurs italiens, cités par WACKERMANN dans son propre volume «Géographie urbaine» (2000, Paris, Ellipses), et deux chercheurs de Canton à propos de la rivière des Perles, «mégapolis en formation».

Une bonne centaine de chercheurs sont mentionnés dans un texte fort riche avec, entre parenthèses la date de parution, mais sans renvoi ni au titre de l'œuvre ou de l'article en question, ni à l'édition, pour que la source soit identifiée et donc utilisable au besoin. Un étonnant exemple figure en page 276: nous lisons sept longues lignes entre guillemets se terminant par une mention bien incongrue: «(J. BETHEMONT, J.M. BREUIL, 1994, ouvrage cité)». Cet ouvrage est cité dans le texte en page 69 certes, mais sans indication du titre nulle part. La même chose se reproduit avec des centaines de noms, comme par exemple la très belle et intéressante remarque de SÖDERSTRÖM, proposée comme «citée par JEAN-LUC PIVETEAU» (p. 234) mais dont ne saura jamais où et dans quel contexte heuristique la trouver. Un énoncé du soussigné et de tant d'autres auteurs anglais, américains, italiens, russes et chinois reçoivent le même traitement, dont les énoncés sont sans doute tirés des quelques ouvrages cités en bibliographie. Quant à CHALAS, en effet cité en bibliographie pour son «L'invention de la ville» (2000, Paris, Anthropos), il est évoqué dans le texte, mais pour un ouvrage de 1996 non référencé!

Ce genre de pratique constitue un bien mauvais exemple pour un manuel qui sera pourtant fort utile pour accompagner l'enseignement universitaire. Tout ce qui a compté dans la littérature internationale depuis dix ans en termes de recherche et de débat est manifestement ignoré, sauf peut-être en ce qui concerne le développement urbain durable avec les discussions d'ordre stratégique de la dernière partie de l'ouvrage. Faut-il en conclure que cette première décennie du XXI<sup>ème</sup> siècle a été inutile en matière d'avancement théorique, conceptuel, problématique et critique de cette discipline si centrale pour la géographie humaine et si manifestement nourrie, à l'interne comme à l'externe, par des ouvrages pourtant exceptionnels? La bien trop courte bibliographie finale contient certes quelques titres – moins d'une dizaine – parus dans la première décennie de ce siècle et non des moindres, susceptibles d'ouvrir la réflexion sur l'urbanisme, la philosophie, l'écologie, l'économie (ASCHER, CORBIN, LACAZE, MONGINS, SASSEN). Sont-ils là à titre de compléments plus actuels par rapport au texte? Telle était sans doute l'intention, mais pratiquement, ils font manifestement tapisserie, n'ayant pas été utilisés explicitement dans ce texte.

En revanche, la liste des sites et entrées Internet est tout à fait remarquable et pertinente. Notre regret



est d'autant plus vif d'avoir à l'exprimer comme nous l'avons fait. Et que dire des grands absents de la pensée urbaine du dernier quart de siècle précédent, les sociologues CASTELLS, SANSOT (un seul mot en page 157), RÉMY, ou des ouvrages pourtant essentiels des philosophes de l'urbain comme LEFEBVRE (même s'il a eu tout de même droit à deux phrases) et PAQUOT? Dieu sait qu'ils ont largement influencé l'évolution de la pensée urbaine, aussi bien celle des géographes que celle des sociologues. Dommage pour ce qui aurait pu être un des livres maîtres de cette génération d'étudiants.

Jean-Bernard Racine, Université de Lausanne

WASTL-WALTER, D. (2010): Gender Geographien. Geschlecht und Raum als soziale Konstruktionen. – Sozialgeographie kompakt, Band 2, Stuttgart, Franz Steiner Verlag: 1-242. ISBN 978-3-515-08783-4; 28 s/w Abb., 2 s/w Tab., 13 Karten; CHF 28.80, € 24.90.

BAURIEDL, S., SCHIER, M. & A. STRÜVER (Hrsg) (2010): Geschlechterverhältnisse, Raumstrukturen, Ortsbeziehungen. Erkundungen von Vielfalt und Differenz im *spatial turn*. – Forum Frauen- und Geschlechterforschung, Band 27, Münster, Westfälisches Dampfboot: 1-254. ISBN 978-3-89691-227-5; Ill., graph. Darst.; € 27.90.

Das Ereignis, dass im deutschsprachigen Raum im gleichen Jahr in zwei renommierten Verlagen gerade zwei Bücher zum *state of the art* der geographischen Geschlechterforschung erschienen sind, mag teilweise ein Zufall sein, zeugt aber mit Sicherheit auch davon, dass in den letzten Jahren in diesem Forschungsfeld sehr viel neues Wissen erschaffen wurde, das es verdient, einer grösseren Öffentlichkeit vorgestellt zu werden.

Das von der in Bern lehrenden Professorin für Kulturgeographie DORIS WASTL-WALTER verfasste Buch «Gender Geographien – Geschlecht und Raum als soziale Konstruktionen» ist in der Reihe Sozialgeographie kompakt des Franz Steiner Verlags erschienen. Diese Reihe hat erklärermassen die Absicht, in handlichen und übersichtlichen Bänden innovative sozialgeographische Forschung einem breiten Leser- und Leserinnenkreis nahe zu bringen, ein Ziel, das der vorliegende Band zweifellos sehr gut erreicht. Das Buch weist ein ausgesprochen übersichtliches Layout auf. Hervorgehobene Textboxen enthalten die zentralen Lerninhalte der jeweiligen Kapitel, Randbemerkungen weisen in regelmässigen Abständen darauf hin, worum es geht, insgesamt 28 Abbildungen und 13 Karten tragen zur Veranschaulichung bei und

jedes Kapitel schliesst mit Merksätzen sowie weiterführenden Literaturtipps. Der gewählte Sprachduktus ermöglicht flüssiges Lesen einer anspruchsvollen Thematik. Die Leserinnen und Leser dieses Bandes können sich einen breiten Überblick über die zentralen Themen der geographischen Geschlechterforschung verschaffen. Kritisch anzumerken ist, dass der Verlag bei einer allfälligen Neuauflage des Werkes dem Korrektorat deutlich grössere Sorgfalt schenken müsste, wodurch sich einige unklare Legenden und sprachliche Ungenauigkeiten noch ausmerzen liessen.

Den Geographinnen SYBILLE BAURIEDL, MICHAELA SCHIER und ANKE STRÜVER gebührt Dank für die Herausgabe des Buches «Geschlechterverhältnisse, Raumstrukturen, Ortsbeziehungen. Erkundungen von Vielfalt und Differenz im *spatial turn*». In diesem Band, der mit einem Vorwort von DOREEN MASSEY eingeleitet wird, sind insgesamt elf Beiträge vorwiegend jüngerer Wissenschaftlerinnen versammelt. Verfasst wurden die einzelnen Kapitel neben den Herausgeberinnen von SUSANNE FRANK, CLAUDIA WUCHERPFENNIG, DORIS DAMYANOVIC, BRIGITTE WOTHA, BETTINA BÜCHLER, MARINA RICHTER, ANNE VON STREIT, SABIN BIERI, DÖRTE SEGEHART, BETTINA VAN HOVEN und PETER HOPKINS.

Seit einiger Zeit ist von einer gesteigerten Aufmerksamkeit für räumliche Problemstellungen in den Kultur- und Sozialwissenschaften die Rede. Mit dem in diesem Zusammenhang oft verwendeten Begriffs des *spatial turn* wird sogar suggeriert, dass es sich hier um einen eigentlichen Paradigmenwechsel in den Kultur- und Sozialwissenschaften handeln würde. Die Auseinandersetzung mit der Bedeutung von Räumen und Orten stand in der Geographie dagegen «schon immer» im Zentrum des Forschungsinteresses. Mit der Rezeption poststrukturalistischer Ansätze – dem sogenannten *cultural turn* – wird bekanntlich in der Geographie in jüngerer Zeit die Debatte über die Bedeutung von Raum und Ort wieder intensiv geführt. Mit der These, dass zwischen Raumstrukturen und Geschlechterverhältnissen enge Wechselbeziehungen bestehen, die in Aneignungs- und Ausschlussprozessen sichtbar werden, wollen die Herausgeberinnen des vorliegenden Bandes zentrale Erkenntnisse dieses *cultural turn* in der geographischen Geschlechterforschung auch einer breiteren wissenschaftlichen Öffentlichkeit zugänglich machen.

Ein Vergleich der Kapitelüberschriften beider Bände zeigt eine grosse Übereinstimmung der behandelten Themen. Beide Werke präsentieren zu Beginn einen Überblick über die heute zur Diskussion stehenden zentralen Konzepte von Geschlecht und Raum und deren historische Verortungen. In beiden Bänden werden den Geschlechterverhältnissen im Arbeitsleben, in der Entwicklungsforschung, in der



Stadtforschung sowie in der Migrations- und Mobilitätsforschung eigene Kapitel gewidmet. Auch Bedeutungsverflechtungen von Körpern und Räumen sowie Erkenntnisse der Geschlechterforschung für physisch-geographische Fragestellungen kommen in beiden Bänden zur Sprache. Trotzdem stellt sich beim Lesen kein Gefühl der Langeweile oder des «déjà lu» ein, denn die beiden Werke sind von ganz unterschiedlicher atmosphärischer Qualität. Deutlich wird, dass das Buch «Gender Geographien» von einer erfahrenen Wissenschaftlerin geschrieben wurde, die mit ihrem breiten Wissen «aus dem Vollen» schöpfen konnte, mit dem Ziel, ein Lehrbuch zu verfassen. Ebenso deutlich wird, dass das Buch «Geschlechterverhältnisse, Raumstrukturen, Ortsbeziehungen» von einer jüngeren Generation geprägt ist. Diese geographischen Geschlechterforschenden sind selbst noch stärker in aktuelle Forschungsdebatten involviert und vermögen damit, in bestimmte Aspekte aktueller Forschung vertiefte Einblicke zu gewähren. Wie in allen Sammelbänden sind allerdings auch hier die einzelnen Beiträge von unterschiedlicher Qualität; die meisten Kapitel können jedoch mit Gewinn gelesen werden.

Beide Bücher ergänzen sich also in idealer Weise. Sie sind auch für die universitäre Lehre ausgezeichnet geeignet – sei dies zur Vervollständigung des thematischen Spektrums in humangeographischen Einführungsvorlesungen oder sei es als Einstiegsliteratur in spezifische Veranstaltungen zur geographischen Geschlechterforschung.

Elisabeth Bühler, Zürich

REYNARD, E., EVÉQUOZ-DAYEN, M. & P. DUBUIS (Textes réunis par) (2009): *Le Rhône: dynamique, histoire et société*. – Cahiers de Vallesia 21, Sion, Vallesia, Archives de l'Etat du Valais: 1-238. ISBN 978-2-9700636-2-9; nombr. photos, fig., cartes et tab.; CHF 55.–.

Die drei Vorgenannten haben etwa ein Dutzend Forschungsbeiträge von natur- und humanwissenschaftlichen Experten aus Frankreich und der Westschweiz zum vorliegenden Vallesia-Band vereinigt. Er vermittelt eine interdisziplinäre Annäherung an die «Rhône von gestern und heute» und mag dazu anregen, diese internationale Forschung weiterzuführen, insbesondere in Bezug auf die noch weitgehend ungenutzten Archive. Teil 1 ist der Methodik der angewandten Analysen gewidmet, Teil 2 den natürlichen Aspekten des Rhoneraums und Teil 3 seiner historisch-sozialen Problematik. Wir beschränken unsere Ausführungen auf jene Beiträge, welche sich explizit mit dem Walliser Rhonetal befassen.

Im 1. Teil erläutert MYRIAM EVÉQUOZ-DAYEN, Archivarin beim Walliser Staatsarchiv, einige historische Quellen, z.B. die «Description du Département du Simplon» von HILDEBRAND SCHINER (1812) oder den «Essai statistique sur le Canton de Valais» von P.S. BRIDEL (1820). SCHINER widmete sein Werk NAPOLEON und bezweckte damit dessen Unterstützung für den Bau der Simplonroute im Bereich der Rhoneebene (1800-1803), etwa vergleichbar mit BRIDEL, dem physiokratischen Pfarrer von Vevey, welcher die agrarische Inwertsetzung des Rhonetals propagierte. Eine differenziertere (moderne) Sicht der Rhoneebene wird in T. KUONENS «Histoire des forêts de la région de Sion du Moyen-Age à nos jours» (1993) dokumentiert, sie belegt die Schutzbestrebungen der Gemeinden für ihre Uferwäldungen seit dem Mittelalter. Weil sich die Fachliteratur über das Wallis noch kaum auf einschlägige historische Quellen, sondern auf Sekundärliteratur stützt, wird sie der Vorgeschichte objektiv nicht voll gerecht und zeichnet wohl ein zu düsteres Bild der vergangenen Zustände (S. 57).

EMMANUEL REYNARD, Professor der Geographie an der Universität Lausanne, widmet sich mit dem Beitrag «Les sources cartographiques pour l'histoire du Rhône valaisan» den kartographischen Analyseinstrumenten für das Wallis. Obwohl schon für die 1. Hälfte des 19. Jahrhunderts Walliser Karten bestehen, so die napoleonische (ab 1802) für den Strassenbau Genf-Brig, die Eisenbahnkarte (ab 1835) für den Bahnbau durch das Wallis und der Atlas von MEYER-WEISS (1796-1802), sind diese noch kaum historisch-geographisch ausgewertet. Im Blick auf die erste Rhonekorrektur (ab 1863) gewinnen die offiziellen eidgenössischen Kartenwerke an Aussagekraft, so vor allem die Dufourkarte (ab 1844), der Siegfriedatlas (ab 1870) und die Landeskarte (ab 1938). Sie sind für die laufende Wallisforschung wertvoll, ermöglichen sie doch eine landeskundliche Beschreibung seit Beginn des technischen Umbaus des Rhonetals. REYNARDS Artikel enthält 13, meist farbige Plan- und Kartenreproduktionen von bester Qualität.

Im naturwissenschaftlichen 2. Teil würdigen wir nur zwei grössere Beiträge: eine geomorphologische und eine pedologische Studie. Die geomorphologische Abhandlung von E. REYNARD, G. ARNAUD-FASSETTA, L. LAIGRE und P. SCHOENEICH gibt eine Übersicht über sechs morphodynamische Abschnitte der 164 km langen Flussstrecke vom Rhonegletscher bis zum Genfersee, die auch nach dem hydrologischen Regime beschrieben werden. Danach folgt eine Aufzeichnung der frühen Morphogenese der Rhoneebene, d.h. der Glazialerosion und der postglazialen Sedimentation sowie eine Darlegung der Oberflächenveränderungen im Gefolge der Flusskorrekturen vor 1860, zwischen 1863-64 und zwischen 1930-60. Zwei Fallstudien



erbringen vertiefte Analysen, die eine über die quartäre Entwicklung im Chablais mit ausführlicher tabellarischer und graphischer Dokumentation (besonders eindrücklich die Kartenserie von Fig. 7, die spätglaziale Auffüllung des Chablais erklärend), sowie eine zweite über die Dynamik der Rhone im Goms (zwischen Oberwald und Reckingen) seit der Kleinen Eiszeit mit einer methodisch beachtenswerten «Carte paléoenvironnementale» in Fig. 10-12.

Die zweite Studie von J. FARINE, A. GERBER, J.M. GOBAT und E. VERRECCHIA befasst sich mit der alluvialen Bodenbildung in der Rhoneebene. Die farbigen Figuren 4-12 (Fotos, Diagramme, Karten) enthalten die neuesten Befunde für das Wallis und verdienen die spezielle Beachtung durch Pedologie, Landschaftsökologie und Kartographie.

Aus dem 3. Teil («Le Rhône et la société») wurden aus exemplarischen Gründen der Beitrag von SCHOENEICH und jener von STÄUBLE ausgewählt. Der Artikel von PHILIPPE SCHOENEICH «Histoire des aménagements du Rhône et de la plaine dans le Chablais» belegt die Veränderungen der Rhoneebene aus einem Rückgriff ins 17. Jahrhundert bis zu den aktuellen Drainagemassnahmen. Die Eingriffe am Flusslauf und in der breiten Talsohle des Chablais werden aus dem jeweiligen Kontext zur historisch-räumlichen Situation begründet und mit zehn Plan- und Kartendarstellungen illustriert. Einige Schwerpunkte dieser Landschaftsgeschichte sind etwa die isolierten Eingriffe der Gemeinden der Waadt und des Wallis im 17. Jahrhundert, welche von der Rhone als Grenzfluss voneinander abgetrennt waren; im 18. Jahrhundert kommt es durch staatliche Verhandlungen zwischen Bern und dem Wallis zu einer gewissen Koordination in der «limitation du Rhône», und im 19. Jahrhundert erfolgt der Deichbau beider Staaten durch die Gemeinden, aber überwacht durch eine interkantonale Deichkommission. Die ersten Rhonekorrekturen geschehen erst 1872-94 (sogar mit einem Drittel eidgenössischer Finanzhilfe) und an den beiden Ufern mit unterschiedlichen Walliser und Waadtländer Dämmen! Der Bau der Bahnlinie St. Maurice-Bouveret (1853-59) unterstützt konkret die Eindeichungs- und Kanalisierungsarbeiten im Wallis. Mit dem Eidgenössischen Meliorationsgesetz von 1907 wurde auch die systematische Drainage der Rhoneebene in die Wege geleitet und bis 1950 durch den landwirtschaftlich orientierten «Plan Wahlen» realisiert.

In der kartographischen Studie von SABINE STÄUBLE «Evolution de la plaine du Rhône suisse du début du XIX siècle à nos jours» wird die neuere Landesdynamik im Zentralwallis (zwischen St. Léonard und Chippis) durch Interpretationen der Eidgenössischen Kartenwerke (Fig. 1-8) beschrieben, wenn auch nicht

vollends erklärt. Wohl sind die Farbkarten der Rhoneebene bei St. Léonard (z.B. Fig. 3-7) einprägsame Dokumente der Veränderungen des Rhonelaufs, der Feuchtgebiete, der Waldungen und des Strassennetzes, Prozessabklärungen aber können die Kartenblätter nicht leisten, abgesehen davon, dass etwa die Siegfriedblätter als Messtischblätter nicht auf geometrisch exakter Wiedergabe der Landschaftsinhalte (wie z.B. der Feucht- oder Waldgebiete) beruhen. Gewiss stimmt aber die Einsicht, dass die heutigen Landschaften

«sont les héritages du passé et que l'analyse de leur histoire est essentielle pour organiser le développement futur des territoires» (S.167).

Im Blick auf die «Schlüsselkarte» Fig. 8 («Les bâtiments 1943-2001»), welche die «Überflutung» des Wallis mit dem Bauboom der Nachkriegszeit belegt, kommen wir dem eigentlichen Kernthema des Walliser Forschungsbandes sehr nahe: Nicht nur kartenmässiges Beschreiben der Raumprozesse tut Not, sondern das kritische Interpretieren einschlägiger historischer Quellen und raumwirksamer Gesetze (wie z.B. das Eidgenössische Forstgesetz, das Meliorationsgesetz, das Raumplanungsgesetz) muss die zukünftige Landschaftsforschung im Wallis beflügeln. Der anregende Rhone-Band mit seinem umfassenden Literaturverzeichnis (S. 217-232) ist ein guter Anfang dazu. Möge er beidseits der Sprachgrenze wissenschaftliche Früchte tragen.

Werner Gallusser, Basel

TORRICELLI, G.P. (2009): Potere e spazio pubblico urbano. Dall'agorà alla baraccopoli. – Mailand, Accademia Universa Press: 1-155. ISBN 978-88-6444-018-7; 16 Fotos, 1 Abb.; € 14.-.

Die Weltbevölkerung wohnt in zunehmendem Masse in Städten, doch die Stadt hat seit dem 19. Jahrhundert gewaltige Veränderungen erlebt. Der Fall der Stadtmauern, die Entwicklung der öffentlichen Verkehrsmittel und die Verbreitung des Individualverkehrs sind äusserlich sichtbare Zeichen auf der Ebene der individuellen Stadt, während die Verbreitung neuer Ideen, die Individualisierung der Gesellschaft und die Globalisierung eher unschwellig und indirekt den Wandel prägten. Diese Dynamik steht hinter dem Buch des Tessiner Geographen und Dozenten an der Università della Svizzera Italiana, Accademia di Architettura in Mendrisio, GIAN PAOLO TORRICELLI. Der Autor hinterfragt die Rolle des öffentlichen Raumes in der Stadt, den er als ein duales Modell sieht: einerseits als physisch sichtbaren Raum (*public space*), der geplant und gestaltet werden kann und auch als Zeichen der Macht dient (Plätze und Strassen für Militärparaden),



andererseits als unsichtbarer städtischer Lebens- und Begegnungsraum (*public realm*), wo zufällige Begegnungen stattfinden, Kontakte geknüpft werden und Beziehungen entstehen. Die zitierten Beispiele kennt er aus eigener Anschauung.

Mit der zunehmenden Verstädterung sollte eigentlich auch eine Zunahme des öffentlichen Raumes einhergehen, doch stellt TORRICELLI das Gegenteil fest: der physische öffentliche Raum wird oft privaten Immobilienprojekten geopfert, und der unsichtbare öffentliche Raum verlagert sich in die elektronischen Medien (Fernsehen, Internet-Plattformen). Die Globalisierung bringt auch eine Uniformisierung mit sich, wie das Beispiel der Einkaufszentren zeigt. Die neuen Siedlungsformen (*gated communities*, Slums) kennen kaum oder gar keinen öffentlichen Raum mehr.

GIAN PAOLO TORRICELLI diskutiert die Problemstellung in den ersten beiden Kapiteln. Der folgende historische Teil zeigt den Werdegang des öffentlichen Raumes im Laufe der Zeit auf. Er beginnt mit dem Beispiel der anatolischen Stadt Çatal Hüyük (7. Jahrtausend v. Chr.), die erste Ansätze des öffentlichen Raumes aufwies. Die Stadt des Mittelalters kannte ausgeprägte öffentliche Räume im physischen Sinn, während die rigorose Sozialordnung kaum einen öffentlichen Begegnungsraum zuließ, ausgenommen allenfalls für die Kinder. Die Spanier haben mit der Kolonialisierung dieses Modell nicht übertragen, sondern einen eigenen Stadtstil entwickelt, der dem öffentlichen Raum grosses Gewicht verlieh (z.B. mit den grossen Plätzen). Die Stadt der Industriegesellschaft mass dem öffentlichen Raum grosse Bedeutung bei, wie etwa die Parkanlagen (z.B. Bois de Boulogne in Paris, Central Park in New York, Parco Palermo in Buenos Aires) zeigen.

Mit der Krise des Fordismus entwickelten sich marginale Zonen und unsichere Gebiete; der öffentliche Raum in der Stadt wurde zum Ort der Konfrontation, des Protests. Als Folge der Globalisierung und der Auslagerung der industriellen Produktion verlor die Stadt einen Teil ihres Charakters, neue Aktivitäten etablierten sich. Mit der Individualisierung der Gesellschaft verlor der öffentliche Raum an Bedeutung. TORRICELLI illustriert diese Entwicklung an den Beispielen Mailand, Buenos Aires und Bamako. Dabei hebt er auch hervor, wie sehr sich Randgruppen für ihren eigenen öffentlichen Raum einsetzen, etwa die Bewohner des Quartiers Villa Retiro in Buenos Aires oder einiger Quartiere in Bamako. In beiden Fällen handelt es sich um Menschen im unteren sozialen Segment, deren Wohn- und Erholungsgebiete von städtischen Entwicklungsprojekten bedroht waren, gegen die sie sich mit Erfolg zur Wehr setzten.

Im abschliessenden Kapitel zieht der Verfasser eine

erste Bilanz des öffentlichen Raumes, der ein Ort der Begegnung und der Identifikation ist. Er kommt zu mehreren Schlussfolgerungen: 1. Der physische Verlust öffentlichen Raumes zugunsten privater Projekte hat auch mit einem Sinnverlust zu tun. 2. Jede Epoche kannte ihre öffentlichen Räume, die sich in dem Masse veränderten als sich die Sinnfrage neu stellte. 3. Die moderne Stadtentwicklung hat ohne jedes Konzept öffentlichen Raumes stattgefunden, was das Beispiel von Mailand zeigt. 4. Der öffentliche Raum beruht auf dem Prinzip der Nachbarschafts-Beziehungen. Die heutige junge Generation weicht jedoch auf neue Formen (Internet) aus. 5. Die informellen Siedlungen (Slums) schaffen neue und alternative Modelle des städtischen öffentlichen Raumes. 6. Entscheidend für die Valorisierung des öffentlichen Raumes ist das Gefühl der Zugehörigkeit zum Quartier, wie die Fallbeispiele Buenos Aires und Bamako zeigen.

TORRICELLIS Studie ist eine erste Annäherung an ein wichtiges Thema der Stadtgeographie, das er zu vertiefen beabsichtigt. Sie illustriert, wie sich in der Stadt als ein Beispiel für Territorialität und dominante Beziehungen kurz-, mittel- und langfristige Prozesse der Ent-Territorialisierung und Re-Territorialisierung abspielen, die Veränderungen in den räumlichen, sozialen, kulturellen und wirtschaftlichen Bereichen, jedoch auch bei Umwelt und Identität bewirken. Machtverhältnisse und Informationsstand sind dabei zentrale treibende Kräfte. Als Minuspunkt in einem empfehlenswerten Text sind die Literaturverweise zu erwähnen, die ausschliesslich in Fussnoten zu finden sind. Ein Autorenindex mit Seitenverweis auf die erstmalige Nennung wäre nützlich.

Walter Leimgruber, Freiburg/CH

KOLLER, C. & P. JUCKER-KUPPER (Hrsg.) (2009): Karten, Kartographie und Geschichte. Von der Visualisierung der Macht zur Macht der Visualisierung. Cartes, cartographie et histoire. De la visualisation du pouvoir au pouvoir de la visualisation. – Geschichte und Informatik, Histoire et Informatique, Vol. 16, Zürich, Chronos Verlag: 1-146. ISBN 978-3-0340-0984-3, ISSN 1420-5955; zahlreiche Abb.; CHF 38.–, € 24.50.

Der vom Verein «Geschichte und Informatik» herausgegebene Sammelband enthält sechs Beiträge, mit denen die Aussagekraft von Karten und die historische Kartographie für die Geschichtswissenschaften dargestellt werden sollen. Die ersten drei Beiträge analysieren die Macht von Karten, in den folgenden Aufsätzen werden neue und innovative Instrumente für die räumliche Analyse und Darstellung vorgestellt.

WALTER LEIMGRUBER weist in seinem Beitrag auf die



grosse Bedeutung der Karten als Kommunikationsmittel hin, das jedoch nie objektiv sein kann. Die Subjektivität ergibt sich einerseits durch die selektive Darstellung der Kartenelemente durch den Kartenmacher und andererseits durch die selektive Wahrnehmung der Karte durch die Leserin. Mit *mental maps* wird versucht, räumliche Vorstellungsbilder von Einzelpersonen oder von Gruppen kartographisch darstellen zu lassen.

Im zweiten Beitrag fasst THOMAS KLÖTI auf zwölf Seiten eine Geschichte der Kartographie, insbesondere der Kartenwerke der Schweiz seit dem «Atlas Suisse» (1796-1802) zusammen. Anschliessend wird die Bedeutung der Kartensammlungen und deren Erschliessung für die historischen Wissenschaften am Beispiel der ausserordentlich wertvollen Sammlung Ryhiner der Universitätsbibliothek Bern und des Karten- und Luftbildarchivs des Bundesamtes für Landestopografie dargestellt. Im Gegensatz zu LEIMGRUBER stellt Klöti die Karte als Abbild der realen Umwelt dar.

MARTIN RICKENBACHER zeigt in seinem Beitrag «Geschichte verorten. Zum Einsatz Geographischer Informationssysteme (GIS) in der historischen Forschung anhand von Beispielen aus dem Ersten Koalitionskrieg 1791-1797» exemplarisch die grosse Bedeutung kartographischer Darstellungen von historischen Ereignissen und den ausserordentlich gewinnbringenden Einsatzmöglichkeiten Geographischer Informationssysteme zur Rekonstruktion früherer Landschaften und Territorien sowie zur quellenkritischen Analyse von Altkarten.

Im Beitrag «A travers le temps et l'espace: le système d'information historique (HGIS Germany)» stellt ANDREAS KUNZ ein räumliches Informationssystem zur territorialen Gliederung des Deutschen Bundes von 1820 bis 1914 dar. Die kartographischen Darstellungen sind mit zahlreichen Beschreibungen und Statistiken ergänzt. Der Beitrag zeigt den auch für die Geschichtswissenschaft und den Geschichtsunterricht wertvollen Beitrag der Informatik. Es ist allerdings sehr problematisch, wenn dieselbe kartographische Generalisierung vom Massstab 1:100'000 bis 1:5,5 Mio. verwendet wird. So ist es beispielsweise nicht zweckmässig und sachlich falsch, für den ganzen Zoombereich dasselbe Strassennetz darzustellen.

BARBARA PIATTI und LORENZ HURNI stellen einen innovativen Ansatz zum Einsatz kartographischer Informationssysteme in der «Literaturgeographie» vor mit dem methodischen Ziel, grosse Textmengen zu strukturieren und in ihrem gemeinsamen Bezug zum Realraum zu untersuchen. Formales Ziel ist es, einen literarischen Atlas Europas zu erarbeiten. Grundlage der «Verortung» der Literatur ist eine Datenbank, in wel-

cher pro Werk rund 50 Kriterien der Schauplatzinterpretation abgelegt werden. Ausgewählte Ortsnamen würden in der Karte der literarischen Ballungsgebiete den Bezug zum Realraum wesentlich erleichtern!

Der von BERNHARD JENNY, HELEN JENNY und LORENZ HURNI verfasste Beitrag «Alte Karten als historische Quelle – Wie lässt sich die geometrische Genauigkeit des Karteninhalts abschätzen?» ist für die quellenkritische Analyse von Altkarten mit Hilfe eines Geographischen Informationssystems sehr aufschlussreich. Die früher mit grossem Aufwand manuell konstruierten Verzerrungsgitter als Analyseinstrumente können heute digital viel rascher und genauer erzeugt werden. Die anschaulichen, mehrfarbigen Illustrationen sind wertvolle Ergänzungen des Textes.

Der Sammelband zeigt ein breites Spektrum des Einsatzes von Altkarten und der Herstellung von Geschichtskarten für die historischen Wissenschaften. Der Untertitel «Von der Visualisierung der Macht zur Macht der Visualisierung» ist jedoch nur in einzelnen Beiträgen angedeutet und keineswegs die Leitlinie des Bandes. Es ist aber ein grosses Verdienst der Herausgeber, die Karten als Quellen, als Analyse- und als Kommunikationsmittel für die Geschichtswissenschaften darzustellen. Die deutschen, französischen und englischen Zusammenfassungen sind zweckmässig, ein sorgfältigeres Lektorat wäre jedoch wünschenswert gewesen. Es ist zu hoffen, dass diese Publikation vor allem von den Historikern zur Kenntnis genommen wird. Sie gibt aber auch neue Impulse für alle räumlich arbeitenden Wissenschaften. Selbst in der Geographie ist die Verwendung von Karten und kartographischen Darstellungen keineswegs mehr selbstverständlich.

Hans-Rudolf Egli, Geographisches Institut  
Universität Bern

KOHLER, T. & D. MASELLI (eds) (2009): Mountains and climate change. From understanding to action. – Bern, Centre for Development and Environment (CDE), Institute of Geography, University of Bern: 1-74. ISBN 978-3-905835-16-8; num. fig., maps, tab. and photos.

«Mountains and climate change» is edited by THOMAS KOHLER of the Centre for Development and Environment, University of Bern and DANIEL MASELLI of the Swiss Agency for Development and Cooperation. The book consists of seven chapters plus foreword and conclusion. Each chapter is written by a different author and generally starts with an introductory section on the general context before moving on to a discussion of case studies and then a summary of



regional impacts, mitigation and adaptation to climate change. The book covers topics such as mountain climate, water in mountains, glaciers, natural disasters, biodiversity, food security and migration in mountain areas. It concludes with an analysis of global concerns and, in particular, the action needed to further understanding of climate change in mountain areas and limit its negative consequences. It is particularly noteworthy that most issues are supported by case studies both from the developed as well as the developing world. Chapter 3 on glaciers is a particularly good example for this approach, highlighting the wide range of impacts glacier retreat will have on water supply and natural hazards and the different effects this will have in countries ranging from New Zealand, the Andes, the European Alps and the Himalayas. In most chapters, the data gaps in our current assessments of the impacts of climate change in mountains are also identified, for example the limited resolution of hydrological models (50 x 50 km). This allows insight into the dilemma faced by environmental scientists when attempting to «predict» future water supply and runoff regimes in and from mountain areas. It should also be noted that the book does not stop short at describing impacts of climate change to the natural environment, but moves on to consider issues like food security and migration, providing a full geographic analysis of the consequences of climate change in mountains. In addition to this wide ranging overview, an agenda for action aimed at sustainable development of mountain areas is developed. This agenda provides a common-sense alternative to the usual, either politically overheated or down-watered calls for action to «fight» climate change.

On the whole, the text gives a solid and concise overview of climate change, its impact, adaptation and mitigation in mountain areas. The book is clearly structured and well supported by suitable figures and illustrations. «Mountains and climate change» may be recommended as a concise introductory text for students and professionals of Geography and Environmental Studies as well as teachers, policy makers and other stakeholders and the interested general public.

Nikolaus Kuhn, Institute of Geography  
University of Basel

EGNER, H. (2010): Theoretische Geographie. – Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft: 1-122. ISBN 978-3-534-22846-1; 15 Abb., 6 Tab.; CHF 29.90, € 16.90.

Der Titel dieses Buches, «Theoretische Geographie», weckt Reminiszenzen an ein 1979 von EUGEN WIRTH

veröffentlichtes Werk gleichen Titels (WIRTH, E. (1979): Theoretische Geographie. – Stuttgart, B.G. Teubner). WIRTH wollte damals eine Theorie der Kulturgeographie begründen. HEIKE EGNER geht es jedoch um etwas Anderes. Ihr Buch bietet eine breiter angelegte wissenschaftstheoretische Propädeutik zum geographischen Forschen und Denken. In weiten Teilen des Buches geht es um grundlegende Fragen der Wissenschaftstheorie, die auch ohne Bezug zur Geographie als Fach diskutiert werden. In diesem Sinn erscheint das Buch auch weniger als ein Beitrag zur «Theorie der Geographie», als vielmehr eine Besinnung auf wichtige wissenschaftstheoretische Fragen, die sich in jeder wissenschaftlichen Arbeit stellen. HEIKE EGNER scheint es, dass die Geographie als «anwendungsorientiertes» Fach hier einen Nachholbedarf habe.

Das Buch besteht aus zwei grundlegenden Teilen. In Kapitel 2 werden die wissenschaftstheoretischen Grundlagen der Geographie behandelt. Hier werden Begrifflichkeiten geklärt (z.B. Theorie, Modell, Hypothese), Realismus und Antirealismus als Erkenntnistheorien vorgestellt und die verschiedenen Logiken der Erkenntnis diskutiert (Induktion, Deduktion, Abduktion). Das dritte Kapitel besteht aus zwei Teilen. Im ersten Teil wird allgemein das Konzept des Paradigmas in den Wissenschaften (THOMAS S. KUHN, IMRE LAKATOS) behandelt und ein kurzer Exkurs in die Abhängigkeiten von Wissenschaft, Forschungsförderung und Politik gegeben. Daran schließt sich eine Darstellung der historischen Paradigmenentwicklung in der Humangeographie und der Physiogeographie an, die mit einem Plädoyer für eine integrative Geographie auf Basis der (wen überrascht es) Systemtheorie zweiter Ordnung abgeschlossen wird.

EGNER zeichnet ein wenig schmeichelhaftes Bild des Faches, um die Notwendigkeit ihrer Theoretischen Geographie zu begründen. Dem Fach wird eine weit verbreitete Anwendungsorientierung unterstellt. Es ist zu hoffen, dass die Zeiten vorbei sind, in denen GeographInnen ins Feld oder ins Gelände geschickt wurden, um zu sehen, «was da so los ist» (S. 5). Nach dem *cultural turn* in der Humangeographie – und nur dieser Bereich kann hier beurteilt werden – findet sich doch eher eine zunehmende Theorieorientierung in der Themenfindung und im Zugang zum Feld. Und dennoch erkennt man ihre beschriebenen Rituale und den Habitus des Visuellen – Stichwort Bildervortrag – als Kennzeichen wissenschaftlicher Geographie aus der eigenen Ausbildungszeit wieder. Vielleicht ist der Rezensent zu optimistisch in seiner Vermutung, dass dieser Habitus weitgehend der Vergangenheit angehört.

Der Anspruch einer wissenschaftstheoretischen Propädeutik, wie er in diesem Buch verfolgt wird, mag



ambitioniert sein. Vielleicht zu ambitioniert. Zeitweise erscheinen die Kapitel geradezu mit Ansätzen, Denkschulen und Begrifflichkeiten überzuquellen, zu viele verschiedene wichtige Debatten sollten wohl behandelt werden. Der Anspruch, für die «ganze» Geographie, also Humangeographie und Physiogeographie zu sprechen, scheint nur teilweise eingelöst, auch wenn zum Ende des Buches die Paradigmenentwicklung der Physiogeographie nachgezeichnet wird. Viele wissenschaftstheoretische Debatten, die EGNER rezipiert, haben sich eindeutig in den Sozialwissenschaften zugetragen, während sie andere, für das Selbstverständnis der Naturwissenschaften zentrale Kontroversen nicht behandelt. Auch greift die Autorin zur Veranschaulichung von Kontroversen oder philosophischen Standpunkten meist auf Beispiele aus der Wissenschaftsforschung, nicht jedoch aus der Geographie als Fach zurück. Dies geschieht erst im letzten Teil des Buches bei der Darstellung der paradigmatischen Entwicklung der Geographie und hier wiederum nur teilweise mit Bezug auf die in Kapitel 2 diskutierten Metathemen der Wissenschaftstheorie.

Und dennoch: dieses ist ein wichtiges Buch, denn es wird, hoffentlich, die Diskussionen über die theoretischen Fundamente geographischen Denkens anregen.

Benedikt Korf, Geographisches Institut  
Universität Zürich

BELL, R., MAYER, J., POHL, J., GREIVING, S. & T. GLADE (Hrsg.) (2010): Integrative Frühwarnsysteme für gravitative Massenbewegungen (ILEWS). Monitoring, Modellierung, Implementierung. – Klartext Verlag, Essen: 1-271. ISBN 978-3-8375-0361-6; zahlreiche (meist) farbige Karten, Tab. und Graphiken.

Massenbewegungen erregten schon immer die Aufmerksamkeit der Geomorphologen. Über das Stadium der ausschliesslichen Beschreibung des Phänomens ist man seit Ende der 1980er Jahre hinaus. Mit wachsendem Umweltbewusstsein wurden Massenbewegungen auch als Naturgefahr und Naturrisiko wahrgenommen. Das belegten Bände wie das eher populärwissenschaftliche Werk «Der unruhige Planet: der Mensch und die Naturgewalten» (DIKAU, R. & J. WEICHSELBERGER (2005) – Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft) oder das stark Mensch und Gesellschaft einbeziehende Buch «Naturrisiken und Sozialkatastrophen» (FELGENTREFF, C. & T. GLADE (Hrsg.) (2008) – Heidelberg, Spektrum Akademischer Verlag). Beide Bände behandeln verschiedene Arten von Naturrisiken. Das vorliegende Buch basiert auf zwei Fallbeispielen aus Gebieten mit ausgeprägten Massenbewegungen und demonstriert daran Möglichkeiten und Grenzen der Methodik.

Mindestens seit H. KIENHOLZ' «Kombinierter geomorphologischer Gefahrenkarte 1:10'000 von Grindelwald» existiert die Idee, stark praxisbezogen und systematisch geomorphologische Gefahren, wie z.B. Massenbewegungen, anzugehen. Erst Jahrzehnte später werden diese Gedanken ausgebaut und im Fach auf breiterer Ebene behandelt. Das zu besprechende Werk geht aus einem Forschungsprojekt hervor, in welchem mit zwei Beispielräumen (aus der Schwäbischen Alb und aus Südtirol) grossmasstäbig und quantitativ exakt mit einer grossen Methodenvielfalt gearbeitet wurde. Das bemerkenswerte Resultat darf als Meilenstein nicht nur der Erfassung, sondern auch der Bewältigung von gravitativen Massenbewegungen als Naturgefahr und -risiko betrachtet werden. Weshalb?

Die gewählte Vorgehensweise führte Methodenspezialisten zusammen, die sich einem integrativen Ansatz unterzuordnen hatten. Das bedeutete aufwändige Kommunikation, u.a. wegen der unterschiedlichen Fachsprachen, zumal auch Sozialwissenschaftler beteiligt waren – inzwischen ein Muss bei Mensch-Umwelt-Projekten. Die Probleme und Möglichkeiten der Zusammenarbeit in einem integrativen Projekt werden in einem gesonderten Kapitel (10: «Erfahrungen aus dem integrativen Projekt», S. 231ff.) behandelt – quasi ein Lehrstück interdisziplinärer Zusammenarbeit. Ausserdem sollten aus Ansatz und Methodik Handlungsempfehlungen resultieren, die ohne Wenn und Aber in der Praxis eingesetzt werden können. Das bedeutet Anwendung auch in anderen Räumen als den gewählten Untersuchungsgebieten – das altbekannte und zugleich schwierige Problem der Übertragbarkeit lokaler oder regionaler geowissenschaftlicher Erkenntnisse lässt grüssen.

Kapitel 1.3 (S. 16) gibt die wesentlichen Inhaltsschwerpunkte an. Das Ziel ist ein Frühwarnsystem, das der Katastrophenvorbeugung dienen soll – eben das ILEWS (Integrative Landslide Early Warning Systems). Es ist unmöglich, in einer Rezension den hochdifferenzierten, jedoch klar strukturierten und zugleich in sehr gut verständlicher Sprache (kein Fachchinesisch!) dargelegten Inhalt zu würdigen. Positiv erscheint dem Rezensenten, dass im Bearbeiterteam offenbar keine Angst vor Methodenvielfalt bestand – auch die historisch belegten Ereignisse und deren Dokumentationen kommen zum Zuge.

Ähnlich der landschaftsökologischen Methodik wird mit einer Vorerkundung eingesetzt, der dann das systematische Monitoring folgt. Bemerkenswert auch die Kapitel 6 «Frühwarnmodellierung» und 7 «Informationstechnik in der Frühwarnmodellierung». Sie belegen den grossen technischen Aufwand (EDV im weitesten Sinne), der bei der Datenerhebung im Felde



beginnt und bei der Modellrechnung eigentlich noch nicht zu Ende ist. Das Erfordernis einer gemeinsamen Arbeit von Fach- und Methodenspezialisten wird in diesen beiden Kapiteln besonders sichtbar.

Der humangeographische Aspekt findet sich in den Kapiteln 8 «Risikokommunikation» und 9 «Risikomanagement». Auch hier wird deutlich, dass eine breite Gedankenführung eine entsprechende Methodenvielfalt erfordert – Fragen z.B. der Zuständigkeit, der Verantwortlichkeit, des Schadenpotentials oder der Handlungsalternativen bauen auf den naturwissenschaftlichen Erkenntnissen auf. Das Sozialgeographische stellt nicht nur Beiwerk dar, sondern es setzt das Naturwissenschaftliche erst richtig in Wert: So werden die naturwissenschaftlichen Erkenntnisse erst gesellschafts- und handlungstauglich gemacht. Darauf bezieht sich auch der «Leitfaden» für das Integrative Frühwarnsystem (Kap. 13), in dem zu Recht darauf hingewiesen wird, dass es keine Universalität geben kann und jedes Frühwarnsystem an die Gegebenheiten vor Ort anzupassen ist (S. 248). Indirekt wird damit betont, dass geomorphologisch-sozialwissenschaftliches Arbeiten sich in der «Geographischen Realität» (wie sie ERNST NEEF seinerzeit benannte) abzuspielen hat.

Das Buch ist nicht nur methodisch interessant, sondern aus zweierlei Gründen auch fachpolitisch bedeutsam: Zum einen wird (endlich!) wieder der integrative Ansatz hervorgeholt, der im Zuge fachlicher Spezialisierungsneurotik aus dem Blickfeld geriet und der zeigt, dass – dies erscheint dem Rezensenten besonders wesentlich – Physio- und Humangeographie (gemeinsam!) in der Lage sind, nicht nur interdisziplinär, sondern auch intradisziplinär zu arbeiten, selbst wenn sich manche Institute (leider) genau damit schwer tun. Insofern ist dem Gemeinschaftswerk eine möglichst grosse Verbreitung zu wünschen – nicht nur in der Geomorphologie, sondern auch in der Geographie insgesamt. Nur mit solchen Ansätzen und Methoden, wie sie das Buch belegt, bringt sich das Fach wieder in die Praxis hinein und damit auch in die öffentliche Wahrnehmung.

Hartmut Leser, Basel

VOIGT, A. (2009): Die Konstruktion der Natur. Ökologische Theorien und politische Philosophien der Vergesellschaftung. – = Sozialgeographische Bibliothek, Band 12, Franz Steiner Verlag, Stuttgart: 1-269. ISBN 978-3-515-09411-5; CHF 74.80, € 44.–.

Anzuzeigen ist ein gedankenreiches, hochinteressantes Buch, das von einer grossen Belesenheit der Autorin zeugt, die diese mit zahlreichen Originalzi-

taten belegt. Dass das Werk nicht nur für einen wissenschaftstheoretisch wenig Geschulten keine leichte Kost ist, sei vorweg bemerkt – dies trotz klarer Gliederung und einer gut verständlichen Sprache und des sehr persönlichen Duktus, dem jedoch jegliche Selbstgefälligkeit abgeht.

Zum Inhalt: In Kapitel 1 «Einleitung: Die Uneindeutigkeit des Ökosystembegriffs» (13ff.) stellt sich die Autorin die Frage, welche Unterschiede zwischen den Ökosystemtheorien bestehen, die bekanntlich das Ökosystem verschieden definieren. Hier gibt sie auch die Ziele der Arbeit bekannt (S. 16), also das Herausarbeiten von Typen der Theorien: Dafür dienen die Ökosystemtheorien von G.E. HUTCHINSON und E.P. ODUM sowie die synökologischen Theorien von F.E. CLEMENTS und H.A. GLEASON als Basis. Letztere sind nach Meinung von A. VOIGT keine Ökosystemtheorien, was plausibel dargestellt wird. Zudem werden die Grundlagen der Typologie begründet, die sie der politischen Philosophie entnimmt, auf den Gegenstandsbereich der Ökologie bezieht und damit «drei ideale Typen synökologischer Theorie» gewinnt (S. 19): Grundlage dafür sind jene Analogien, die A. VOIGT zwischen politischen Philosophien einerseits und ökologischen Theorien andererseits erkennt (S. 20ff.) Dieser Ansatz durchzieht die gesamte Arbeit bis hin zum Fazit (Kap. 6, 226ff.) und zur Zusammenfassung (Kap. 7, 245ff.). Das Ergebnis der Arbeit wird bei der Erklärung, was die typisierende Untersuchung synökologischer Theorien leistet (S. 27), bereits skizziert.

Im Kapitel 2 «Strukturelle Analogien als Heuristik» (S. 32ff.) werden die ökologischen Theorien zu bestehenden Denkfiguren in Beziehung gesetzt, wobei der auch für die Geographie nicht unwesentliche Sachverhalt der «Gegenstandskonstruktionen», hier der Natur, angesprochen wird. Die auch später immer wieder auftauchende Metapher von der «Konstruktion des Ökosystems» (z.B. S. 212ff. oder S. 236 bzw. S. 242) sieht der Rezensent nicht als Widerspruch zum Pragmatismus z.B. des Feldforschers, der seine Systeme willkürlich, also ziel- und zweckgerichtet, abgrenzt. Das beinhaltet im Grunde auch die Lehre der Landschaftsökologie seit ihren Gründervätern C. TROLL, J. SCHMITHÜSEN und E. NEEF. Anders formuliert: Die vorliegende Theoriearbeit sichert, so sieht es der Rezensent, den pragmatischen Feld-Landschaftsökologen ab, für den das Postulat – Ökosystem (sowie Landschaften) sind Konstrukte! – an sich selbstverständlich ist, auch wenn er es nie so schön gesagt und so fundiert begründet hat wie A. VOIGT.

Im Kapitel 3 «Denkfiguren politischer Philosophien» (S. 62ff.) werden drei politische Philosophien als Idealtypen konstruiert und ihr Verhältnis zueinander auf den Prüfstand gestellt. Obwohl die plausibel darge-



legten Details nur dann nachvollziehbar sind, wenn man mit politischer Philosophie einigermaßen vertraut ist (der Rezensent ist es nicht!), werden doch auch Sachverhalte angesprochen, die in Geographie und Landschaftsökologie thematisiert werden, z.B. Individuum und Gemeinschaft, Funktionseinheiten, «überindividuelles Ganzes». Beruhigend zu lesen, dass auch politische Gemeinschaften als gesellschaftliche Konstrukte erkannt werden (obwohl Politiker sie immer als «gewachsen» hinstellen) – wie überhaupt der Begriff «Konstrukt» in den theoretischen Überlegungen der Autorin eine zentrale Rolle spielt und damit den bei der Modellbildung von Ökosystemen bzw. Landschaftsökosystemen üblichen Forschungspragmatismus bestätigt. Dass diesem Pragmatismus manchmal eine solidere wissenschaftstheoretische Grundlegung gut tun würde, sei unbestritten.

Kapitel 4 «Typen synökologischer Theorien» (134ff.) geht von Begriffen wie «Organismus» und «Ganzes» aus und charakterisiert die Theorietypen der «Gesellschaft unabhängiger Einzelner», der «organismischen Gemeinschaft» und der «maschinenhaften Gemeinschaft». Sie beziehen sich, vor allem auch im Kapitel 6, auf die Ökosysteme, nachdem in Kapitel 5 «Diskussion von synökologischen Theorien anhand der Theorietypen» (166ff.) Ausführungen zu den Theorien von GLEASON, CLEMENTS, HUTCHINSON und ODUM erfolgten – Namen, die auch in der Landschaftsökologie (und in der Vegetationsgeographie) traditionell einen Platz hatten (und noch haben). So sind die zwei Umwelten bei CLEMENTS (S. 190) durchaus als

Basisgedankengut der Geographie im weiteren Sinn zu benennen, ebenso der Landschaftsökologie und deren Anwenderbereichen, z.B. der Landschafts- und Landespflege. Auch die erwähnten bzw. diskutierten Ansätze von G.E. LIKENS bzw. H.T. ODUM waren schon ab den 1980er Jahren in der Stoffhaushaltsforschung der Landschafts- und Geoökologie methodisch und methodologisch leitend. So wenig fundiert, wie manchmal aus der Geographie selbst heraus geäußert wurde, waren also diese beiden «geographischen» Ökologien wohl doch nicht, in denen man z.B. den energetischen Modellierungen (S. 215) der Bioökologie relativ kritisch gegenüberstand.

Fazit: Eine sehr wichtige Arbeit, die aus einer Dissertation resultiert und von einem hohem Mass an Reife und wissenschaftlicher Umsicht zeugt. Der Rezensent hat das Buch mit grossem Gewinn gelesen und möchte es empfehlen, weil es an sich alle angeht, die sich wenigstens ein wenig für die wissenschaftstheoretischen Grundlagen der Ökologie, letztlich auch des Faches Geographie, interessieren. Geographie steht nicht im Mittelpunkt, kann sich jedoch indirekt – wegen ihrer Ansätze – angesprochen fühlen. Letztlich könnte das Werk Anlass sein, sich wieder vermehrt mit der Wissenschaftstheorie zu beschäftigen (in der Geographie das Interessensfeld leider nur einer kleinen Gruppe). Zugleich belegt das Werk die Notwendigkeit fächerübergreifender Betrachtungen. Gerade die naturwissenschaftlichen Ökologien sollten sich als Adressaten erkennen.

Hartmut Leser, Basel